

# PUBLICATION DU PÔLE ACTION REFLEXION

(en attendant de trouver un meilleur nom....)

OCTOBRE  
2007

Numéro  
Zéro

PAGE 2

" POUR UN PÔLE  
ACTION-  
RÉFLEXION SUR  
L'UNIVERSITÉ DE  
ST DENIS "

PAGE 3

" TOPO SUR LA « LOI  
D'AUTONOMIE DES UNIVERSITÉS » "

PAGE 4

" POUR UNE  
UNIVERSITÉ À  
VISAGE DE SU-  
PERMACHÉ ! ",

AG A PARIS 8,  
17 OCTOBRE,  
MIDI, HALL DU  
BAT B, FEU !

PAGE 5

" LES  
HIÉROGLYPHES  
DE  
L'AUTONOMIE "

Qui organise l'assemblée générale ? Qui  
la tient ? Comment se l'approprier ?  
Tout participant à une assemblée doit  
systématiquement se poser ces questions.

Elle est organisée par des étudiants, habitants du  
quartier et autres qui agissent ici depuis l'an dernier.  
Ils sont issus de l'AG « Sarko est là et nous on est où ?  
du printemps dernier. Mais il serait erroné

de croire que ces individus sont les créateurs de cette as-  
semblée et de tout ce qui la compose. En fixant une date et un  
lieu ils en ont seulement permis la réalisation matérielle : la  
volonté commune de se réunir pour *discuter, comprendre, agir* qui  
anime les participants de cette assemblée générale en est la véri-  
table créatrice. *Cette volonté n'appartient à aucune organisation,  
elle nous appartient individuellement et collectivement à nous,  
participants de cette assemblée. Cette volonté est en nous,  
il nous appartient de la faire vivre.*

Pour que la discussion puisse être féconde et pour éviter  
qu'elle tourne à une stérile bataille de positions tran-  
chées, tachons d'instaurer un climat d'écoute, évitons  
de monopoliser la parole, et sachons la laisser à  
d'autres qui la prennent moins. Cette assemblée géné-  
rale est un espace politique autonome ouvert à tou-te-s  
(syndiqué-e-s ou non) qui veut construire sur la du-  
rée ; il nous incombe de l'organiser nous-mêmes, de  
nous l'approprier.

PRESS  
PARALLÈLE  
ST-DENIS  
PARIS 8

PAGE 6

" POUR DES ASSEMBLÉES GÉNÉRALES  
DÉMOCRATIQUES ",

AGENDA,  
NOUS CONTACTER

contact: [polearp8@no-log.org](mailto:polearp8@no-log.org)

**U**ne nouvelle époque semble s'ouvrir, caractérisée par le sentiment maintenant généralisé que plus rien ne paraît faire obstacle à une mise à sac programmée de la société par les puissants. Et il manque même le terrain d'expression d'une telle alarme. Les partis et syndicats sont complètement intégrés aux mécanismes institutionnels classiques. Ils ne peuvent qu'agir et parler dans la perspective des prochaines échéances électorales : les « mouvements sociaux » n'ont eu jusqu'ici comme seuls débouchés politiques que le retour aux affaires d'une gauche dont la *décomposition* aujourd'hui aveuglante plonge ses racines dans l'histoire du XXIème siècle. Le basculement ressenti n'est pas tant du, alors, à la puissance des dispositifs d'asservissement qu'à l'absence totale de forces crédible pour leur faire face. Les quelques réactions collectives échappant à ces carcans sont isolées et impuissantes face à la terreur sourde qui règle les comportements : car plus la situation s'aggrave, plus la population demande à l'oligarchie régnante de s'en occuper afin de garantir le cadre de notre société de consommation. La simple vie sociale continue alors d'être pulvérisée par le repli sur soi, le cloisonnement généralisé et la fuite dans le divertissement. Dorénavant, c'est la peur qui structure tous les rapports sociaux et qui constitue le handicap majeur pour la création d'une véritable volonté populaire porteuse de projets politiques.

Nous sommes pourtant bien plus nombreux que nous ne le pensons habituellement à vouloir « faire quelque chose », à être partisans d'une démocratie réelle, directe, radicale, qui s'oppose à la représentation électorale comme aux logiques bureaucratique et hiérarchiques qui aliènent la quasi-totalité des organisations politiques existantes. Nous voulons une autogestion généralisée de tous les secteurs de la société, l'élaboration collective des règles communes, et non que des cliques et des clans décident à notre place quoi penser, quoi apprendre, quoi faire, quoi produire ou quoi consommer. Nous voulons l'autonomie pour la société comme pour l'individu, que chacun puisse lucidement décider des choix de son existence en participant activement à la vie sociale, politique et culturelle. Certains se déclarent altermondialistes, anarchistes ou syndicalistes, ou bien se réclament du communisme, de l'autonomie ou du conseilisme, d'autres se disent gauchistes, situationnistes ou autogestionnaires ; le plus grand nombre ne se retrouve dans aucune catégorie ni idéologie, par principe ou par expérience, ni dans aucun collectif organisé. Nous voulons travailler à l'élaboration collective de l'intelligence de la situation. Nous avons besoin de nous trouver et de nous retrouver, non pour le seul plaisir d'être et de faire ensemble ou pour enrichir nos pratiques et nos analyses, mais parce qu'il nous faut être à la hauteur de la montée en puissance des phénomènes visibles ou pervers de domination, d'aliénation, d'assujettissement, de contrôle et de répression qui se déploient actuellement. Quoi que nous fassions, aussi précieux cela peut-il être, nous sommes dans l'état actuel condamné à l'échec perpétuel si nous sommes incapables à la fois de l'approfondir et de l'étendre.

**Dans et autour de l'université, nous nous regroupons dans divers collectifs, plus ou moins formels, plus ou moins durables**

pour échanger, apprendre, élaborer de nouvelles façons de penser et d'agir. Nous sommes étudiants ou non, constitués ou non en collectifs, et nous agissons, ici, dispersés. Nous avons participé à la lutte contre l'extradition d'Angelo d'Arcangeli et à l'occupation des sans-papiers de décembre. Nous tenons des tables de presse pour écrire, éditer et diffuser des textes théoriques et pratiques. Nous appelons à des projections-débats régulières et proposons des réunions thématiques, ou des manifestations diverses. Nous avons convoqués une assemblée générale régulière immédiatement après l'élection de N.Sarkozy, où des dizaines de personnes ont exprimé le besoin de prendre la mesure des temps présents en s'organisant, selon des modalités qui restent à décider ensemble, ici. Car l'université de St Denis est riche de sa situation exceptionnelle : elle est issue d'un passé gauchiste (l'expérience Vincennoise) dont il reste un héritage ambivalent ; elle forme à des enseignements qui peuvent permettre des approches politiques nouvelles ; elle est au coeur d'une banlieue où se retrouvent les populations immigrées, paupérisées et populaires, et d'une ville où les initiatives ne manquent pas ; elle est située à la croisée de quartiers sensibles, de lycées généraux et professionnels, d'entreprises privées ou municipales, face à une gare routière où transitent des milliers d'étudiants, lycéens, précaires de tous âges et de tous horizons. Tout est à faire : créer des solidarités concrètes, mener des enquêtes ouvrières, sortir un journal ou dégager de nouvelles pistes d'action collectives, ... Ce qui vivra durablement sera autant de bases solides indispensables pour faire pièces aux pouvoirs en place, gouvernementaux, syndicaux ou universitaires, lors de mobilisations nationales, où, pour l'instant nous ne jouons qu'un rôle insignifiant.

L'existence de collectifs articulés entre eux, la tenue d'assemblées générales régulières et la constitution de groupes de travail, où toute parole puisse être entendue, discutée, reprise par tous, peut être un moyen pratique par lequel chacun reprend possession de la réalité et puise le courage de l'affronter. Car le terrain sur lequel prospère le nihilisme fascinant qui s'étend aujourd'hui est un état de détresse générale. Parvenir à s'exprimer, à délibérer, à décider et à agir ensemble est devenu une prouesse rare : s'éduquer mutuellement et patiemment en ce sens doit devenir le centre cardinal de toute activité. L'émiettement des individus, des idées et des actes est d'une telle ampleur que les expériences où la société se retrouve elle-même dans sa diversité deviennent à la fois très précieuses, très difficiles et fugaces. Ce n'est certainement pas le nombre qui importe, ni le temps qui manque ; ce qui est requis, ce sont des volontés d'émancipation individuelles et collectives, qui n'aient peur ni de leurs faiblesses ni, par dessus tout, de leurs propres forces. Car la puissance libérée par une réunion de personne travaillant de concorde, assumant leurs conflits et visant la liberté pour tous est un des plus impressionnant levier de l'histoire. Il est possible que de tels oasis s'insinuent dans le désert actuel et perdurent, s'affrontant perpétuellement aux manipulations, à la bêtise et à la sclérose. La réussite ou l'échec dans l'exercice de l'égalité n'est évidemment jamais garanti par rien ni par personne : seule la peur de pénétrer dans des terres inconnues peut empêcher quiconque de prendre ses responsabilités d'homme ou de femme libre. ■

Pôle d'Action et de Réflexion, St Denis, septembre 2007  
(Polear@no-log.org)

Ce petit document d'information fera un topo sur ce que nous estimons être les traits saillants de la dernière réforme des universités, et leur caractère révélateur quant à l'esprit de cette loi.

### 1 - Oligarchisation accrue

**L**a réforme actuelle accroît la concentration de pouvoirs entre les mains du président et du CA, réduisant à néant les quelques contre-pouvoirs existants : **Conseil Scientifique (CS) et Conseil des Etudes et de la Vie Universitaire (CEVU) devenus fantoches** : ces deux instances élues pour 4 ans, perdent leur pouvoir propositionnel et ne peuvent plus émettre que des avis non contraignants. De plus ses élus ne participent plus à l'élection du président. **Un président et un CA quasiment tout-puissants** :

**Le Président** : élu pour 4 ans à la majorité par les membres élus du CA (et non plus CA-CS-CEVU). Il n'est plus nécessairement membre de la fac, ni même enseignant dans le supérieur. Le texte permet de plus au président d'asseoir son emprise sur le CA puisqu'il en nomme la partie non-élue (les extérieurs). Si cette nomination est soumise à approbation des membres élus du CA, rappelons que ces derniers élisent le président et logiquement le soutiennent. Enfin, le président a désormais le pouvoir d'empêcher toute affectation des personnels par avis défavorable motivé.

**Le CA** : Le CA, qui comptait 30 à 60 membres, est maintenant réduit à 20-30 membres : 8-14 enseignants, 7-8 extérieurs, 2-3 personnels non-enseignants, 3-5 étudiants. De plus leur répartition n'est plus garantie par des pourcentages : il est tout à fait possible d'avoir un CA avec 14 enseignants et 8 extérieurs ou un CA avec 8 enseignants et 8 extérieurs. C'est le CA qui décide des règles de sa composition à la majorité de ses membres, extérieurs compris. Les statuts de l'université peuvent également être modifiés à la majorité des membres du CA, et non plus au 2/3. Concernant l'élection des membres élus du CA, les étudiants et personnels non enseignants sont élus à la proportionnelle, ce qui n'est plus le cas pour les enseignants-chercheurs : la liste arrivée en tête remporte directement la majorité des sièges, ceux restant sont répartis à la proportionnelle entre les différentes listes (gagnante comprise). Enfin, les listes enseignantes présentées ne sont plus tenues d'être représentatives de la diversité des disciplines enseignées dans l'université, comme l'ancienne loi le garantissait.

**Phénomènes de cliques** : la présente loi dote le président de très grands pouvoirs et lui assure quasiment d'avoir une large majorité dans un CA réduit dont la diversité n'est garantie nulle part, ce qui ne manquera pas d'exacerber la concurrence et les tensions entre départements.

### 2 – Esprit d'entreprise, soumission aux entreprises

**Nouvelle mission.** En plus des 4 missions de l'universi-

té s'en ajoute une nouvelle dont la 3<sup>ème</sup> position est révélatrice :

- formation initiale et continue
- recherche scientifique et technique, ainsi que valorisation des résultats
- **orientation et insertion professionnelle**
- diffusion de la culture et information scientifique et technique
- coopération internationale

**Logique financière.** C'est un des points cruciaux du nouveau texte, l'université va être amenée à gérer elle-même son budget et diversifier l'origine de ses fonds.

**Risques du passage au budget global :**

**Diplômes bidons.** L'université va devoir chercher des fonds par elle-même auprès d'acteurs privés en partenariat desquelles des fondations pourront être créées. Cependant elles ne financeront que des filières particulières, et non l'ensemble de l'établissement, et leur contenu sera défini par les entreprises. On risque à termes de voir se multiplier des diplômes spécialisés d'inégale qualité, au détriment de ceux cadrés par l'Etat au niveau national et reconnus par des conventions collectives. De plus, il n'est pas insensé de croire que le président nommera des représentants de ces généreux donateurs au CA pour les remercier, ce qui risque de porter atteinte à l'autonomie pédagogique au profit d'une logique financière.

**Précarisation et Clientélisme.** L'université pourra devenir responsable de la gestion des ressources humaines.

**problème de recrutement** : c'est un des points les plus sensibles, le recrutement d'effectuera par un comité de sélections qui n'est plus composé que par une moitié de spécialiste du domaine scientifique contre 2/3 avant. Ce comité est désigné par le CA à la majorité et le président a la possibilité de refuser un recrutement proposé par cette dernière.

Les personnels peuvent être recrutés en dehors des statuts de la fonction publique : contrats précaires, salaire moindre, etc.

Des **dérives clientélistes** sont rendues possibles par le fait que des **primes seront attribuées par le président selon ses critères et le CA créera des dispositifs d'intéressement.**

**Réduction de l'offre de formation.** Le budget limité implique une concurrence exacerbée entre départements, et le CA acquis au président et non tenu d'être représentatif des différentes disciplines risque d'entraîner une logique de guerre des clans, dont les filières peu représentées ou peu rentables risquent d'être les principales victimes.

**Sélection ?** Pour le moment la sélection n'est pas mentionnée par le texte, mais elle risque de l'être avec les deux textes suivant cette loi : « Projet réussite en Licence » et « Projet jeunes chercheurs »■

## POUR UNE UNIVERSITÉ À VISAGE DE SUPERMARCHÉ !

Qui s'est déjà baladé dans les méandres labyrinthiques de Paris 8, a déjà pu constater l'esprit de supermarché qui caractérise le lieu (architecture, distributeurs automatiques de billets, caméras...). La loi Pécresse va encore aggraver les contours de ce paysage.

Cette loi, relative à la réforme des universités adoptée en juillet 2007, porte étrangement le nom de « loi d'autonomie des universités ». Certains y voient cyniquement la possibilité pour les universités « de se gouverner elles-mêmes ». Mais qu'en est-il réellement au delà des discours pontifiants médiatiques et oligarchiques ?

Le besoin en cadres, ingénieurs, employés qualifiés des entreprises sera relié plus directement à la formation universitaire. Il s'agit de faire de la fac un lieu plus élitiste où la sélection sociale se pratiquera plus clairement. Le faux semblant de démocratie qui existait à la fac via la collégialité des différents conseils -CEVU, CA, CS- sera largement confisqué au profit de la rentabilité et de la cooptation au gré des amitiés financières et politiques. En ce sens, comment peut-on parler vraiment d'autonomie ?

L'université, salle d'attente entre la fin du secondaire et début de quarante et un années de salariat, ne saurait être pourtant ce lieu à part que certains appellent « lieu de savoir ». Par là même, la question de la professionnalisation des universités pose une vraie question sur l'organisation de la division du travail. On ne peut pas séparer la critique de cette loi du monde social dans lequel elle s'insère où les places sont chères. Aussi, si la fac peut réellement permettre une ascension sociale pour quelques uns, elle reste un lieu de sélection,

fermé aux plus nombreux dès la fin du premier cycle. Elle assure donc cet entre-deux nécessaire pour former catégories de cadres, et de chômeurs, et fait système pour pérenniser la société inégalitaire dans laquelle nous vivons. Ceux qui réussissent, par l'école à monter dans la hiérarchie sociale, ou à quitter leur classe sociale d'origine n'apparaissent que comme une caution de démocratie, et renforce l'idée que l'échec des étudiants est une histoire personnelle. C'est oublier le rôle structurel de la fac quant à la reproduction des inégalités. Aussi, s'il est pertinent de critiquer le sens de cette loi, on risque de tomber dans une contradiction apparemment insurmontable : en effet, comment peut-on dans le même temps se plaindre de la dévalorisation des diplômés et du fait que les facs se professionnalisent ?

*Les syndicats : une contestation de forme...*

La perspectives de journées d'action segmentées sans lendemain (tel jour les cheminots cégétistes, tel jour les profs à perruque rose...) est peu réjouissante. Empêtrés dans les corporatismes, on est loin d'être à la hauteur des attaques. Pourtant celles-ci ne cessent de tomber à la vitesse supersonique : remise en cause des régimes spéciaux, allongement de la durée de cotisation à 41 ans, mise en place du contrat unique -qui signe la fin du CDI-, fichage génétique des « candidats au regroupement familial... Là dessus, comme ailleurs, ces interlocuteurs du pouvoir continuent de botter en touche : ils ne critiquent pas les lois qui concernent les salariés « sur la fond mais sur la méthode ». Le laminage du syndicalisme peut constituer un point de départ pour des luttes *autonomes*. A nous de les prendre en mains. ■

## AG A PARIS 8, 17 OCTOBRE, MIDI, HALL DU BAT B, FEU !

A l'université de Paris 8, on a plus le droit d'afficher, sauf sur quelques pauvres panneaux publicitaires où règnent en maître SNCF, Nokia ou Bouygues. Le président de l'Université préfère la propreté et la blancheur des murs à l'expression de la révolte, à la parole des étudiants, le président de l'Université protège la propreté et la blancheur des murs contre la révolte anti-Sarko qui se propage, qui va déferler sur tes murs, St-Denis, Paris, France !

Nous avons déjà des avant-goûts de la dite réforme sur l'autonomie des universités ou Loi Pécresse. Le sécuritaire règne en maître, on est suivi par les vigiles, ah le jour ou on pourra mettre un flic derrière chaque citoyen. A défaut, ils arrivent à en mettre un derrière chaque citoyen potentiellement dangereux : sans papier, étudiants, bientôt des drones pour les habitants du 93 (cf, bas de page), et tous les opposants.

Où vit-on ?

Que vit-on ?

Que devons nous faire ?

Comment nous organiser ?

Que voulons nous ?

On vous invite à venir en parler, que vous soyez étudiant ou pas, d'ailleurs.

*AG du 17 octobre à Paris 8, St-Denis, métro St-Denis Université. Midi, hall du bat. B.*

### **Des drones pour surveiller banlieues et manifestations :**

*Extrait de l'article du Monde 12/10/2007*

Un oiseau, une "mouette" de 1 mètre de large et 60 centimètres de long, baptisé "Elsa". Ainsi décrit, le projet Engin léger pour la surveillance aérienne (ELSA) tient la vedette sur le stand de la police au salon Milipol consacré à la sécurité intérieure des Etats qui s'est ouvert à Paris, porte de Versailles, le 9 octobre. C'est un tout petit drone, muni d'une caméra, pas plus lourd qu'une bouteille d'eau, qui pourrait équiper, à terme, la police nationale pour surveiller à distance villes et quartiers.

# LES HIÉROGLYPHES DE L'AUTONOMIE

*Eléments pour l'autogestion de l'université Paris 8*

L'efficacité d'une illusion tient à ce qu'elle parvient à attirer l'attention à un endroit tandis que l'essentiel est masqué, se passe ailleurs. L'actuelle réforme des universités et la mobilisation à laquelle elle donne lieu révèlent au grand jour une contestation de l'organisation de l'université. Pourtant, cette contestation n'est ni surprenante, ni inédite, et sa soudaine mise en lumière ne doit ni nous aveugler, ni nous mystifier : en dehors des manifestations et des défilés dans la rue, la contestation de l'organisation de l'université existe déjà et avant tout à au sein même des universités, à travers certains comportements des étudiants et certains événements.

Ici même à Paris 8, nous pouvons percevoir ce type d'événements et de comportements ; ils sont porteurs de significations qui n'existent pas dans l'organisation actuelle de l'université, ils la débordent et la contestent : *ils apparaissent comme les hiéroglyphes d'une autre organisation*. Ces hiéroglyphes, nous voulons ici les exposer et en déchiffrer le sens profond.

**Cas du Lab'O.** La double action de la réforme LMD et des déchirements claniques a eu pour conséquence la disparition de l'anthropologie comme diplôme à part entière, et le laboratoire de recherche qui lui était rattaché a disparu. De ces ruines s'érige alors un édifice dont les étudiants d'anthropologie seront les architectes et bâtisseurs : le Lab'O. Rassemblés par leur passion commune pour l'anthropologie et la lutte menée pour la défense de leur enseignement, les étudiants constituent leur propre laboratoire. A rebours de l'organisation actuelle de l'université, ils organisent eux-mêmes leur enseignement et se forment mutuellement en tenant à tour de rôle des séminaires sur les sujets de leur choix. Le contenu, l'organisation et les rapports d'enseignement cessent d'être la propriété exclusive des maîtres-enseignants : en se réappropriant ces questions, les étudiants se réapproprient leur propre formation et redeviennent maîtres de son sens.

**Cas du collectif de psycho.** L'application de la réforme LMD au département de psychologie a l'an dernier été source de nombreux problèmes pour les étudiants : mauvaise organisation des enseignements, difficultés administratives pour de nombreux étudiants. Face à cette situation les étudiants réclament à leur département l'étude d'une autre organisation des enseignements, et la résolution des problèmes administratifs mais ils se heurtent à l'arrogance de la hiérarchie : le département refuse de changer quoi que ce soit, les étudiants n'ont qu'à se plier à la situation. Cette arrogance sera au contraire l'élément déclencheur de leur soulèvement : ils s'organisent en assemblées générales, discutent de leurs problèmes, formulent des propositions collectives, vont exposer leur situation au CA et au CEVU, y proposent des motions, poussent ces conseils à prendre des décisions et agir. Leur département finit par céder, son arrogance vole en éclats et dévoile son incompétence face à la grande capacité d'auto-organisation dont les étudiants ont fait preuve.

**Cas du MAS (Mouvement Autonome de Saint-Denis).** Le mouvement anti-CPE du printemps 2006 a été un puissant vecteur de politisation collective. Il a fait naître chez nombre d'individus un désir d'émancipation par la pensée et l'action politique, une remise en question de l'ordre établi qui survivront à la

fin du mouvement. Le MAS est le rassemblement en collectif d'une partie de ces personnes pour donner suite et faire vivre ce qui s'est enclenché en eux. Voués, en tant qu'étudiants, à passer beaucoup de temps à la fac, il s'agit alors pour eux de s'informer et de se réinterroger sur l'organisation de l'université et sur le sens de ce qu'ils y font, avec un horizon : parvenir à l'autogestion de l'université. C'est sur ce programme plus ou moins clairement établi qu'ils sont élus dans les conseils représentatifs (1 élu au CA, 2 élus au CEVU). Quelques réunions d'information ouvertes à tous les étudiant-e-s sont organisées (au moins au début), leur entrisme au sein des conseils leur permet de comprendre un peu mieux les rouages de l'université, et ils fournissent un soutien aux étudiants en fournissant un soutien matériel (photocopies) ou en aidant ceux qui le veulent à organiser des événements sur la fac. Mais il est tout aussi intéressant de se pencher sur le MAS en tant qu'*analyste*, révélateur d'obstacles : la participation aux conseils, méandres de bureaucratie, est exigeante et fastidieuse, les discussions sont assez peu intéressantes pour les étudiants qui n'ont que très peu prise dessus ; le MAS n'a pas réussi à formuler le sens de sa démarche, parler d'autogestion dans ces conseils n'est pas possible, n'y a pas de sens : *l'autogestion ne se décide pas par décret, c'est une pratique*. Face à ces obstacles, le collectif est donc amené à repenser l'autogestion pratiquement, à élucider ce qu'elle implique (participation des étudiants au contenu, à l'organisation des enseignements, aux institutions de la classe), et à tenter d'en faire l'expérimentation à son échelle avec tous ceux qui souhaiteront y participer.

**Les tables de presse du mercredi (diffusion de textes pratiques et théoriques) et les projections-débats du vendredi soir l'an dernier, le collectif des étudiants de philosophie – et sûrement d'autres événements dont nous n'avons pas connaissance – font également écho à ce que nous avons décrit ici.**

Si tous ces événements et comportements sont loin d'être homogènes, ils ont toutefois une certaine cohérence, et se répondent comme les signes d'un même langage. A un degré plus ou moins fort, ils expriment tous une contestation de l'organisation bureaucratique de l'université, ils portent en eux une autre organisation. Ils contestent le monopole de l'organisation de l'université et des enseignements par les seuls conseils, professeurs, et bientôt entreprises ; ils affirment en acte une volonté collective des étudiants de définir leurs propres règles, de se réapproprier leur formation, de participer effectivement à son organisation, à la définition et à la création de son contenu : ces comportements et événements visent *en actes* l'autonomie individuelle et collective, ce sont *des hiéroglyphes de l'autonomie*.

Mettre en relation ces hiéroglyphes, en découvrir de nouveaux encore cachés, c'est les faire s'alimenter mutuellement, c'est leur faire prendre sens : ne les laissons pas devenir une langue morte, soyons en les scribes par nos écrits et faisons les vivre dans nos actes.

Ils sont autant d'expériences sur lesquels nous pouvons nous appuyer pour *parvenir à une auto-transformation de l'université et construire son autogestion*.

## POUR DES ASSEMBLÉES GÉNÉRALES DÉMOCRATIQUES

Mouvement après mouvement, on observe la même chose : les assemblées générales, censées être le lieu principal de décision et d'échanges, deviennent des foires d'empoigne stériles, ou pire : une tribune pour quelques groupes bureaucratiques bien décidés à passer en force et à étouffer toute velléité autogestionnaire. Résultat : on s'ennuie, on s'engueule, on se casse.

Il est temps que ça change ! D'autant que différents activistes ont imaginé ces dernières années toutes sortes de procédures pour éviter de tels écueils. A nous de les discuter et de nous les approprier, pour qu'on arrête de tomber dans les pièges récurrents, comme le dilemme tribune autoritaire/absence d'organisation, le bavardage stérile, et l'apathie généralisée. Face à ces pièges, trois dispositifs simples peuvent être proposés comme bases pour le fonctionnement démocratique des assemblées générales :

### 1. Ni tribune ni bordel : le/a facilitateur/trice.

Il est typique de nos habitudes autoritaires qu'un tel personnage soit difficile à imposer en AG : le/a facilitateur/trice est quelqu'un qui ne prend pas part aux débats et aux décisions, mais qui est là pour permettre à l'assemblée de fonctionner. Accompagné-e éventuellement par une ou deux personnes, son rôle est de donner la parole, de faire respecter l'ordre du jour, voire de couper les interventions trop longues. Mais tout ceci en respectant scrupuleusement les deux autres dispositifs.

### 2. La discussion formelle préalable.

Pour éviter que le/a facilitateur/trice ne prenne des décisions arbitraires, le mieux est de discuter en début d'AG tous les aspects formels de celle-ci. Selon le temps disponible, le nombre de participant-e-s, l'urgence de l'action etc. il peut être utile ou néfaste de mandater un-e facilitateur/trice, de limiter les temps de parole, d'organiser une double liste des inscrit-e-s (qui donne la priorité à ceux/celles qui n'ont pas parlé), de donner à chaque point de l'ordre du jour une certaine durée... Une telle discussion est souvent rapide, et elle fait que chacun-e est réellement impliqué-e dans le fonctionnement de l'AG. De même, il va de soi qu'aucun ordre du jour ne saurait être préparé à l'avance !

### 3. Les procédures de réaction.

Mais même comme cela, les dérives autoritaires sont inévitables si on continue à adopter une forme parlementaire de débat : X parle, l'assemblée écoute, et quand il a fini on passe à Y etc. Pour qu'une AG soit démocratique, il est impératif que tout le monde puisse à tout moment réagir et indiquer aux éventuel-le-s facilitateurs/trices son état d'esprit. Pour cela, les activistes du monde entier ont adopté un système simple de signes pour indiquer silencieusement leur réaction à ce qui en train d'être dit. L'avantage est que le rôle du/de la facilitateur/trice est alors limité à traduire en mots la diversité des réactions corporelles de l'AG.

Evidemment, ces simples procédures ne sont pas des recettes miraculeuses, et elles demandent un apprentissage avant d'être réellement efficaces. Mais le jeu en vaut la chandelle : si l'on veut ouvrir des espaces radicalement démocratiques ici et maintenant, il est temps de mettre de côté nos préjugés et de réfléchir sur les moyens à mettre en œuvre pour éviter de reproduire encore et encore les mêmes erreurs.■

## AGENDA

### Réunions régulières :

- Réunion du pôle action et réflexion tous les jeudis à 18h30 salle B076
- En préparation : des projections débats réguliers.
- Tous les 1er lundis du mois, 19-21h, cours gratuits droit du travail org : Réseau Stop Précarité avec G10 Solidaires, bourse Travail Paris, Salle LJouhaux, 67 rue Turbigo, 3°, M° Répu, [www.stop-precarite.org/](http://www.stop-precarite.org/),

### Quelques dates qui ont retenu notre attention pour les semaines à venir :

**mardi 23 Octobre** pour journée nationale contre loi péresse

**jeudi 25 octobre** à 18H30 CIP-IDF 14 quai de charente, M° Corentin Cariou, Première séance de l'Université Ouverte Introduction à la micropolitique, à partir du dernier livre publié de Félix Guattari (Micropolitiques, Empêcheurs de penser en rond, avec S Rolnik) et de l'expérience de la coordination des intermittents et précaires.

**jeudi 8 novembre**, 15h-18h, P8 : La démocratie participative : Yves Sintomer viendra à l'occasion de la parution aux éditions de la Découverte de son dernier ouvrage *Le peuple au pouvoir*

**9 et 10 novembre** à la bourse du travail de st denis, rencontre 14h-23h30 : "France-algérie : mémoire et colonisation", débats et projections.

**jeudi 15 novembre** Projection débat *La voix de son maître* (1978) à 19h45 au CICP 21 ter rue Voltaire 75011 Paris. Douze patrons de grandes entreprises parlent face à la caméra. Du pouvoir, de la hiérarchie, des syndicats, des grèves, de l'autogestion... Leurs voix se mêlent, se dispersent, se démultiplient dans la ville, dans les usines... Peu à peu, l'image d'un monde futur se dessine.

## CONTACT

Pour toutes remarques, critiques, réactions, n'hésitez surtout pas à nous contacter.

Nos colonnes sont largement ouvertes à vos contributions !

**[polearp8@no-log.org](mailto:polearp8@no-log.org)**